

# **Opposition au puçage électronique des brebis et son monde, Soutien à Nathalie Fernandez et Laurent Larmet**

En fin d'année 2013, deux éleveurs du groupe Faut Pas Pucer du Tarn, Nathalie Fernandez et Laurent Larmet, ont été lourdement sanctionnés. Ils refusent, comme d'autres d'éleveurs<sup>2</sup>, de poser des puces électroniques RFID sur les oreilles des brebis. La pose de ces puces électroniques sur les animaux est la dernière étape d'une réforme de l'identification des chèvres et des brebis commencée il y a plusieurs années. Laurent et Nathalie ont été contrôlés deux fois au printemps dernier parce qu'ils n'avaient pas voulu suivre les étapes précédentes qui annonçaient et préparaient « l'électronisation » des troupeaux. Au premier contrôle, une dizaine de personnes étaient venues les soutenir, au deuxième contrôle 80 personnes. Plusieurs dizaines de lettres de protestation ont ensuite été envoyées à l'administration.

Après plusieurs mois de silence, les sanctions tombent : l'administration leur supprime 15 000 € des « aides » de la PAC sur les 28 000 € qu'ils perçoivent d'habitude, et leur inflige une amende de plus de 4000 €. Ces deux éleveurs, comme d'autres parmi nous, tirent un revenu d'environ 500 € chacun par mois. Sans les « aides » de la PAC ces éleveurs ne peuvent ni se payer de leur travail ni subvenir aux besoins de la ferme et du troupeau. De nos jours, cette situation de dépendance est celle de la plupart des éleveurs de brebis et de vaches en France. Elle permet d'imposer facilement des orientations majeures en élevage. Les « aides » qui ont été mises en place pour compenser les prix sont devenues conditionnelles.

La traçabilité provoque une avalanche de déclarations et de contrôles qui rend tous les éleveurs suspects et presque tous coupables de quelque chose. Seulement deux contrôles sur dix se terminent sans sanction. Dans les conditions économiques et écologiques devenues ingérables de la société industrielle, la traçabilité donne l'illusion que la bureaucratie agricole est capable d'anticiper les prochaines crises sanitaires qu'elle n'a jamais cessé de provoquer depuis 50 ans. Les récents scandales de trafic de viande discréditent la traçabilité et sa pacotille électronique.

Dans beaucoup d'autres activités professionnelles, on contraint les gens dans des normes et des procédures qui rendent le travail stressant et sans intérêts. Et tout cela sous la menace de plan d'accréditation, « d'aides » conditionnées, ou « d'aides » au développement quelconque.

La course à la compétitivité des gens, à la productivité des troupeaux, à la gestion des risques industriels n'est pas la nôtre. C'est celle d'une organisation sociale démesurée dans laquelle tout est mis en œuvre pour rendre difficile ou indésirable le fait de reprendre en main de manière collective et égalitaire nos conditions de vie.

Certains d'entre nous se sont lancés dans l'élevage à la fin des années 90 ou au début des années 2000. Il leur a semblé alors à tous que c'était dans l'élevage finalement qu'ils trouveraient un peu de liberté. Cette vie avec les animaux, qui peut paraître contraignante pour beaucoup, leur procure une sensibilité et une altérité qu'il est difficile de trouver ailleurs. « Nos brebis ne sont pas des

---

<sup>2</sup> Plus de quarante éleveuses et éleveurs sur une dizaine de départements ont signé la déclaration de Montferrier : « Comme bien d'autres activités humaines aujourd'hui, l'élevage tend à se réduire à l'exécution de procédures normalisées. [...] Nous, éleveuses et éleveurs refusons le puçage de nos animaux. Des personnes dans le social, la médecine, et l'éducation font un constat semblable. [...] Nous les appelons à se faire connaître et à se manifester publiquement. »

machines, nous n'habitons pas dans des usines ». C'est cette vie-là que nous voulons protéger de la puce électronique et de son monde.

Partout on entend dire que la « révolution numérique » est un progrès pour la démocratie, pour un pouvoir décentralisé, pour la convivialité entre les gens, pour la « créativité » de chacun. Pourtant, nous constatons tous les jours le contraire. Les décisions les plus importantes dans nos vies ne dépendent plus de nous, de nos amis, de nos voisins. Les administrations qui « gèrent » nos vies sont inatteignables dans des plateformes téléphoniques qui n'aboutissent nulle part. Le sentiment de ne « servir à rien » est de plus en plus partagé. La « révolution numérique », elle-même très polluante, accélère la consommation de marchandises « made in china ». Cette révolution n'est pas la nôtre, elle renforce ce qui nous domine.

Nous soutenons tous ceux qui s'opposent à l'informatisation de leur vie au le travail, dans le quotidien.

## **En soutien à Nathalie Fernandez et Laurent Larmet,**

**\* Nous appelons les éleveurs qui ont pucé leurs animaux à retirer les puces électroniques. Et nous appelons ceux qui n'ont pas pucé à ne plus subir les contrôles administratifs seuls. Plus que jamais, il nous semble pertinent de faire face à l'administration à plusieurs pour être moins vulnérables et parce que cela reste une attitude essentielle pour signifier notre opposition.**

**\* Nous invitons tous ceux qui disposent d'un carré de terre, à planter des légumes afin de trouver l'argent qui permettra à Nathalie et Laurent de faire face aux sanctions. A Faut Pas Pucer, nous avons créé une caisse de solidarité pour que les éleveurs du groupe refusant le puçage puissent tenir leurs positions. Maintenant que les sanctions sont là, une de nos idées est de vendre des légumes pour aider à remplir cette caisse. Dans le Tarn, Nathalie et Laurent vont planter des patates, une autre ferme a lancé une culture d'oignons, un ami du groupe propose d'élever des poulets.**

**Toutes les initiatives de ce type sont bienvenues et parallèlement il faudra monter des groupements d'achats afin que ces productions trouvent preneurs. Ce sera aussi l'occasion de parler et faire parler du puçage.**

**\* Pour ceux qui le peuvent, il est bien sûr possible d'envoyer un chèque à l'ordre de l'Association pour le Soutien de la Paysannerie (A.S.P.).**

**\* Nous proposons à nouveau d'écrire des courriers de protestation à l'administration qui suit le dossier (pensez à faire parvenir une copie à Faut Pas Pucer) : D.D.T., service économie agricole, 19 rue de Ciron, 81 013 Albi cedex 09. Il est également possible de rendre visite en groupe aux administrations : D.D.T.(direction départementale du territoire), A.S.P.(agence unique de paiement), Ministère de l'agriculture... L'idéal serait que des actions aient lieu un peu partout courant mars pour manifester notre opposition au puçage.**